

La situation économique

nement est en train de diriger les investisseurs, dans ce monde concurrentiel ou le petit investisseur a autant de droit que le gros. Il n'empêche que ces investissements sont dirigés vers l'étranger et que cette tendance découle du budget du vice-premier ministre et ministre des Finances et de la politique du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Ce n'est pas dans un tel climat d'incertitude, de peur et d'appréhension que nous pouvons réaliser un véritable développement économique. Même le ministre des Finances de l'Ontario déplore les effets du budget et de la politique énergétique. D'après le *Toronto Sun*, en effet, M. Miller aurait dit:

«La chute subite... d'au-delà un dollar à 85c. n'a pas eu sur l'économie la moitié de l'incidence que nous avions prévue... Nous parlons maintenant d'une réduction possible de 83 à 80c. Je ne crois pas que cela change grand-chose.»

M. Miller a aussi répété ce qu'il avait dit dans son budget de novembre, à savoir que le gouvernement fédéral doit aider les pauvres à régler leurs frais de chauffage.

Selon lui, cette participation fédérale représenterait en gros 400 millions de dollars pour une période de trois ans. C'est la première fois que le ministre ontarien des Finances manifeste une opposition à la politique fédérale, qu'il a dit vouloir rediscuter avec son premier ministre, tellement elle le préoccupe. Cela est comparable à l'attitude du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, qui considère que le gouvernement fédéral préfère voir grossir la dette des provinces plutôt que de s'occuper du problème. La tendance qui se dessine vers un exode des sociétés pétrolières se manifeste aussi de la même façon.

Nous ne sommes pas les seuls à nous plaindre. S'il fallait en croire le député d'Ottawa-Centre, les députés de ce côté-ci seraient les seuls à se plaindre. N'a-t-il pas lu les comptes rendus des journaux? N'a-t-il pas lu la multitude d'articles et de lettres personnelles qui reprochent au gouvernement sa conduite et décrivent leurs difficultés? N'a-t-il pas lu l'article intitulé «La politique du laisser-faire coûte cher» qui se lit en partie comme il suit:

MacEachen et Bouey ne font que chercher des boucs émissaires. Le Canada n'est pas tenu de suivre la politique des États-Unis. Les ministériels ou les fonctionnaires qui déclarent que les taux d'intérêt canadiens doivent suivre les taux d'intérêt américains, doivent reconnaître que ce sont les programmes économiques, industriels, commerciaux, autonomistes et énergétiques que le Parti libéral applique depuis 12 ans qui nous ont placés dans l'embarras où nous sommes.

Puisque ce n'est pas moi qui ai écrit cela, les députés d'en face ne pourront pas dire que je suis le seul à les blâmer. Plus loin:

Si la Banque du Canada et son guide silencieux le gouvernement cherchent à renforcer le dollar en haussant les taux d'intérêt, c'est apparemment pour que le Canadien moyen puisse s'acheter des denrées alimentaires importées. Or, l'ironie du sort veut qu'en raison de ces mêmes taux d'intérêt élevés, les agriculteurs canadiens éprouvent beaucoup de difficulté à produire chez nous des denrées alimentaires.

Il ne me reste qu'une dernière phrase. Le député d'Ottawa-Centre a parlé du coût des denrées alimentaires. En 1970, les agriculteurs devaient vraisemblablement payer entre \$10 et \$16 d'intérêt par an pour cultiver des pommes de terre sur une acre de terrain. En 1980, l'agriculteur qui songe à sa récolte de l'année prochaine doit compter \$200 l'acre. Le député d'Ottawa-Centre trouve-t-il que c'est là une politique alimentaire commode?

Des voix: C'est une honte.

M. McCain: Cela se passe de commentaire.

Des voix: Bravo!

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Monsieur l'Orateur, la nuit file, et les députés sont sûrement fatigués—le Canada l'est peut-être aussi—mais nous discutons ici d'une question très importante. Nous parlons d'un sujet qui nous touche tous et qui, avec le temps, affectera encore plus profondément la vie de tous les Canadiens.

J'aimerais apporter à notre discussion, au débat de ce soir, quelques considérations qui, je crois, n'ont pas encore été abordées. Les Canadiens, c'est vrai, sont actuellement aux prises avec une inflation sans pareille jusqu'ici, mais comparés aux problèmes sur la scène internationale, les nôtres sont relativement simples.

● (0040)

Puisque des députés de part et d'autre de la Chambre parlent ce soir des conséquences de l'inflation, de la baisse du dollar et des effets du chômage, j'aimerais rappeler que même si le bilan n'est pas bon, et même si des Canadiens de tous les âges souffrent actuellement, bien des pays dont nous n'avons pas parlé traversent une crise bien plus grave. J'aimerais citer quelques-uns d'entre eux. Ces pays disposent de ressources, mais en raison de la situation économique mondiale, ils se trouvent à la limite de la faillite ou sont carrément en faillite. Il s'agit de l'Argentine, du Chili, du Nicaragua, du Zaïre, de la Haute-Volta, de la Thaïlande et de nombreux autres pays dans le monde. Comparé à bien des pays, notre sort est on ne peut plus enviable.

Hier, le groupe de travail sur les relations Nord-Sud, auquel j'ai eu l'honneur de participer, a déposé son rapport à la Chambre. Ce rapport a fait l'unanimité des députés des trois partis à la Chambre qui ont participé à sa rédaction. S'il reste encore, à cette heure tardive, un téléspectateur devant son écran, je lui conseille d'écrire à son député pour obtenir un exemplaire de ce rapport, qu'il demande à son député s'il l'a lu. Dans la négative, qu'il lui conseille de le faire.

Je pense que certaines des observations faites dans le rapport touchent de près la situation actuelle au Canada. Si, dans notre approche des problèmes auxquels nous sommes exposés nous ne tenons pas compte d'un fait qu'on n'a pas vraiment signalé ce soir, je crois que nous n'arriverons pas à résoudre le problème. On a accusé les États-Unis d'avoir fait monter notre taux d'inflation et nos taux d'intérêt. Ce sont les pays riches du globe, situés dans le partie nord, qui jusqu'ici ont établi les règles du jeu de l'économie internationale, mais ils ne pourront continuer de le faire sans tenir dûment compte de ce qui se passe dans le reste du monde.

J'aimerais lire pour le compte-rendu un extrait de l'introduction du rapport du groupe de travail sur les relations Nord-Sud. J'espère que cela dissipera les fausses idées que bien des gens du nord se font des pays riches. Voici ce que nous avons dit dans le rapport:

Une décennie de changement

La modification de notre perception, voilà le point de départ. Souvent, des changements se produisent sans même que nous ayons le temps de nous en apercevoir; les relations Nord-Sud n'échappent pas à la règle. Nous nous imaginons le monde partagé entre un Nord puissant et un Sud faible et dépendant. Cette image est terriblement désuète.

De grands changements se sont produits ces dix dernières années. L'exemple le plus frappant de cette évolution est la montée de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Soudainement, sans avertissement, les nations et les peuples du Nord se sont trouvés aux prises avec une réalité depuis longtemps familière au Sud: la dépendance.